



15, passage Dubail, Paris
ABONNEMENTS
France, 1 an 22 fr.
- 6 mois 11 fr.
Etranger, 1 an 40 fr.
- 6 mois 20 fr.
Compte Chèque Postal
Bardin Alfred
N° 1907-81, Paris

La Lutte Ouvrière



Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchévick-Léniniste) - Section Française de la 4^e Internationale

"Le salariat de droit divin"
Campinchi, au nom des radicaux

A la porte
les chefs radicaux,
agents du patronat
de droit divin.

Le Proletariat international vengera les 900 Communistes catalans victimes de la contre-revolution bourgeoise-staliniste

APRES LA PAUSE,
la trêve contre les ouvriers

Cette semaine a marqué un pas de plus dans la déchéance et dans la boue de la trahison.

Tandis que le Front Populaire d'Espagne envoyait ses troupes de gardes d'assaut contre les ouvriers catalans, M. Campinchi pouvait rappeler aux applaudissements « de l'extrême gauche » (sic) que le Front Populaire avait déjà eu le mérite « d'empêcher la révolution » en France.

Ce qui veut dire que si la révolution se lève malgré tout, il tentera cette fois-ci de la massacrer.

Les canailles du radicalisme ont le toupet d'insulter les ouvriers et de parler du « salariat de droit divin », tandis que le grand patronat, vole aux salariés tous les droits acquis par la lutte et écrase les travailleurs des classes moyennes.

Pourquoi se gênaient-ils puisque M. Duclos, chef « communiste » vient se féliciter et déclarer que « la réaction peut faire son deuil à la fois de l'abandon du programme et de la dissolution du Front Populaire » ? Unir dans la bouche des chefs communistes est devenu synonyme de trahir.

Trahir, pour pouvoir, ensuite comme Espagne se livrer au massacre des ouvriers révolutionnaires.

Car c'est bien dans cette voie que le patronat de droit divin, et la réaction fasciste, entendent pousser « le Front Populaire », pour le rejeter ensuite comme un citron pressé et le remplacer par un gouvernement bonapartiste renforcé.

Tous les symptômes de cette orientation se trouvent confirmés par le discours de Blum et l'accueil de la réaction.

Blum a accentué la pause, par la trêve. Continuation du libéralisme économique, de la politique de Rueff-Rist, du grand capital. Soumission aux deux cents familles. « L'autorité patronale doit subsister comme un privilège et comme un fait. S'il y a sur ce point alarme du patronat, elle doit être apaisée ».

Ce discours « mérite presque tous les éloges qu'il reçoit » déclare le Comité des Forges, par « Le Temps », de nombreux passages, où « l'accent des discours de Raymond Poincaré ».

Que manque-t-il donc à Blum pour être le Poincaré, qu'attend le grand capital, tout au moins comme l'homme de transition ?

Simplement de la poigne contre les ouvriers.

C'est pourquoi, « La Liberté », demande qu'il « mette à la raison » les factieux; « Excelsior » craint qu'il ne soit pas encore « assez résolu, assez fort pour barrer la route aux tentatives révolutionnaires », et « Le Journal », lui-même est disposé à appuyer le « Front Populaire », s'il joint « les actes » aux « paroles ».

Il ne fait aucun doute que le gouvernement s'engage dans la voie des actes contre les ouvriers dans la voie de nouveaux Clichy, qui lui est ainsi tracé par la réaction, tandis que les « communistes », avec les chefs de la C.G.T., continueront à réclamer en paroles la retraite aux vieux, et les grands travaux, tout en votant contre, c'est-à-dire pour la trêve de l'exposition.

Les conventions collectives sont proposées mais le sabotage patronal, la spéculation, les locks outs, eux, subsistent. Et la lutte des classes continue.

Les chefs « conciliateurs » n'éviteront pas le conflit imminent. Ils font simplement tout ce qu'ils peuvent pour qu'il se résolve au profit du patronat.

C'est pourquoi, le P.O.I. qui n'a cessé de préconiser la méfiance dans ces chefs traités qui se disent « socialistes » et « communistes », et de dresser les travailleurs contre leurs maîtres au pouvoir, les chefs radicaux, agents de l'impérialisme, renouveau incessamment ses conclusions :

1. Il faut par l'unification des efforts, par les congrès de délégués, se préparer à une lutte féroce contre le capital et ses agents. Il faut se fixer comme objectif le contrôle ouvrier, par l'occupation de masse, comme seul moyen d'imposer les revendications des travailleurs.

2. Il faut se mobiliser dans des Comités d'usine, de quartier, de village, de régiments pour détruire ce régime incapable de donner le pain, la paix et la liberté aux masses. Il faut lutter pour le gouvernement ouvrier et paysan.

LE FAIT de la semaine

Le contre-procès de Moscou à Paris

La Lutte Ouvrière tient à saluer un événement de grande importance. Cette semaine fonctionna...

A la demande de la Commission Internationale de New-York, le comité français, a constitué une commission d'investigation qualifiée, composée de Delepine (à titre personnel), président des avocats socialistes, Modigliani, avocat italien, membre de l'Exécutif de l'I.O.S., Gallier Boissière, écrivain, directeur du Crapouillot, Mme César Chabran, présidente du Comité d'aide aux prisonniers politiques, Mathé, postier révoqué par l'ancien secrétaire du Syndicat national des P.T.T.

Comme on le voit il s'agit de personnalités qui ne sont ni « trotskystes », ni « stalinistes ». Certains même sont, sur le terrain politique, nos adversaires directs.

La Ligue des Droits de l'Homme a été invitée à déléguer un commissaire.

Gérard Rosenthal représentera Léon Trotsky. L'ambassade soviétique, les amis de l'U.R.S.S. et le Parti Communiste français, ont été invités à se faire représenter.

La Commission entendra plusieurs témoins et notamment Léon Sédoif, fils de Trotsky.

Nous disons que l'avant-garde doit accorder à cet événement une grande importance, parce qu'il sera apprécié, plus tard, à sa juste valeur, par la classe ouvrière, lorsqu'elle aura compris comme il convient le gangstérisme staliniste.

Des adversaires politiques, des personnalités de toutes tendances, ont accepté (malgré le chantage que fait le Guépéou, sur quiconque entend simplement faire la lumière) de participer à une Commission, aux fins de constater et d'enregistrer ce qui est, concernant un des plus grands drames de l'histoire. Cette chose, à première vue normale, est aujourd'hui la plus rare qui soit.

C'est pourquoi les militants révolutionnaires, la minorité d'aujourd'hui, la majorité de demain, doivent saluer les travaux de la Commission d'Enquête, les soutenir, leur assurer la publicité. Il s'agit d'assurer la victoire de la vérité qui est pour nous indissolublement liée avec la révolution.

Pour préparer le compromis avec Franco, démocrates et stalinistes font massacrer les travailleurs du POUM, de la CNT et FAI

On ne peut discerner la différence entre le langage des « chiens sanglants » du stalinisme et celui de la réaction, au sujet des héroïques ouvriers anarchistes du P.O.U.M. de Catalogne.

Bien entendu, c'est aux trotskystes que l'Huma s'en prend. Elle demande la dissolution du P.O.U.M. dont « l'action se solda par la mort de 900 ouvriers (sic) ».

Cette canallerie a pour but de masquer les crimes contre-révolutionnaires du stalinisme, qui est l'agence la plus enragée de la bourgeoisie et qui avec elle porte le poids de milliers de vies humaines, les victimes de la politique de collaboration de classe.

LES CAUSES

Les faits, les simples faits qui nous sont connus aujourd'hui, montrent que les ouvriers de la F.A.I. et de la C.N.T. et le P.O.U.M. se sont trouvés en présence d'une provocation monstrueuse destinée à écraser les révolutionnaires après les avoir désarmés. Une seule voie leur était ouverte : la résistance désespérée et héroïque. A vrai dire, la provocation contre-révolutionnaire existe depuis le jour où la coalition bourgeoise staliniste a réussi à imposer avec, hélas ! la collaboration gouvernementale, des directions du P.O.U.M. et de la C.N.T. F.A.I., la dissolution des comités et la militarisation à sens bourgeois. Mais c'est l'application effective de ces mesures réactionnaires, imposées par la gauche catalane et le P.S.U.C., sous le stimulant du gouvernement de Valence, aux ordres de l'impérialisme franco-anglais qui allait constituer une série de provocations sanglantes contre les ouvriers. Car le stalinisme et les républicains se préparaient depuis de longs mois à la répression armée contre les ouvriers.

C'est ainsi que nous avons signalé le scandale des tanks volés par le P.S.U.C. (parti stalinien de Catalogne) au front d'Aragon, pour les mettre dans

Léon Blum montrez vos dossiers

Le numéro de la « Correspondance Internationale » de mars 1937 contient un article fétissant Otto Bauer pour n'avoir pas souscrit aux immondes accusations des procès de Moscou. La démonstration est très claire : Otto Bauer est mensuellement appointé par Hitler et le milikado : « il est presque impossible d'admettre que Bauer ne sache pas qu'il sert ainsi effectivement... ».

La canallerie la pire est constituée par l'hyppocrisie et abominable insinuation suivante : « Au reste si quelqu'un est en mesure d'avoir aujourd'hui déjà des informations très authentiques sur les pourparlers de Trotsky avec Hess, c'est bien Bauer. Les états-majors français et anglais sont fort au courant de la chose. Grâce aux bons rapports qu'il entretient avec Léon Blum et Citrine (qui est lui-même l'ami tant de Baldwin que de Samuel Hoare) il lui suffirait de s'adresser à eux, ils ne lui refuseraient pas quelques informations confidentielles pour son usage domestique... ».

Ainsi Léon Blum est directement mis en cause. Il est le maître du gouvernement. Il a des dossiers sous sa main. Nous attendrons vainement que les laquais Gitton, vice-président de la Commission de l'Armée, Duclos, troisième magistrat de la République lui demandent de les exhiber. Car il savent qu'il n'y a pas de dossiers. C'est pourquoi, nous disons directement à Léon Blum : Vous êtes dans le bain. On vous accuse de posséder des informations authentiques. Sortez vos dossiers, montrez-les !

Le chemin de la Victoire c'est la Révolution Socialiste



une cachette à Barcelone en vue de la répression.

Déjà, au mois de septembre, les dirigeants anarchistes avaient accepté le mot d'ordre « toutes les armes sur le front », sans voir qu'ils permettaient en même temps qu'on renforce la police bourgeoise, avec les armes que l'on avait arrachées à leurs militants. Ces dernières semaines, ainsi que nous l'avions signalé, le gouvernement (avec participation des dirigeants C.N.T. F.A.I.) avait décidé la dissolution des groupes de contrôle (police ouvrière) et la reconstitution de la police bourgeoise avec 15.000 gardes. Tout concourait à la préparation de la provocation contre-révolutionnaire : la politique de chantage de l'U.R.S.S. et du gouvernement de Valence, pas d'armes pour le front d'Aragon à cause de sa majorité anarchiste P.O.U.M., les cyniques menées du stalinisme (désorganisation de l'économie au profit des capitalistes par Concorera, organisation de la disette et de manifestations de panique contre la C.N.T. et le P.O.U.M., campagne de diffamation.

LES FAITS

Ces derniers temps, les dirigeants de Valence, d'accord avec les bourgeois catalans et les stalinistes, ont jugé que le moment était venu de passer aux actes, ou tout au moins de faire une première expérience. On commença par les frontières, et ces canailles qui prétendent qu'il faut envoyer toutes les armes au front d'Aragon n'en envoient pas une seule, qui conservaient des milliers de policiers armés à Barcelone

et à Valence, ont organisé une véritable expédition contre la commune anarchiste de Puigcerda. 3.000 carabiniers, armés de la manière la plus moderne, ont été chargés d'exterminer le comité libérateur de cette ville. Le camarade Martin a été tué. Peu avant, à Tarrasa, une troupe de policiers gouvernementaux et de membres du P.S.U.C. est venue mettre à sac et s'emparer au local de l'U.G.T. (leur syndicat) occupé par le P.O.U.M. (affilié à la suite d'une erreur fatale à ce syndicat au lieu d'être dans la C.N.T.).

Enfin, lundi 5, à 3 heures de l'après-midi, l'assaut armé est organisé au central téléphonique par le commissaire de l'ordre public, Sales, par les policiers catalans côte à côte avec les stalinistes. Le central était contrôlé par une majorité de membres de la C.N.T. Aussitôt l'alerte fut donnée aux groupes de contrôle dissous, mais continuant de fonctionner illégalement. Le C.E. du P.O.U.M. décrit ainsi la réaction ouvrière spontanée : « Des milliers et des milliers de travailleurs sont entrés dans la rue. Les fabriques, les usines, les chantiers ont déversé les travailleurs. Les barrières de la liberté ont surgi dans tous les lieux de la cité. L'esprit du 19 juillet s'est emparé à nouveau de Barcelone. La majorité des villages de Catalogne se sont fait l'écho de cette action grandiose. La classe travailleuse est forte et saura repousser toutes les entreprises de la contre-révolution. »

Lire la suite page 4

La Batalla du 9 mai, nous parvient. Les articles essentiels, ont été supprimés par la censure démocrate-staliniste. Le reste du journal est massacré.

Nous apprenons le décès des camarades, Salvador, Albareda, José Antolin et Antonio Carbonnel, morts héroïquement dans la lutte de rue contre les agents contre-révolutionnaires du stalinisme et de la bourgeoisie.

Salut à ces héros prolétaires. Le prolétariat les vengera !

Les canailles du stalinisme pour empêcher le Secours Rouge du P.O.U.M. de porter aide et secours aux ouvriers blessés, ont tenté de mettre le feu au local de cette organisation, place de Catalogne.

A Lérida, deux ouvriers, un du P.O.U.M. (Antonio Vidal), un de la C.N.T. (Calavera) ont été lâchement assassinés.

Le P.S.U.C. détient dans sa caserne des militants du P.O.U.M. Honte aux bandes d'assassins contre-révolutionnaires.

5.000 policiers nouveaux sont arrivés de Valence !

« Mundo Obrero » (sic), l'organe stalinien, constatant que les militants de la C.N.T. avaient combattu dans la rue, demande aux dirigeants de la C.N.T. de se débarrasser des « trotskystes » qui sont dans ses rangs ! Les spéculateurs sous l'égide du P.S.U.C. de Comorera ont formidablement augmenté le coût de la vie.

Debout contre les agents de la contre-révolution !

ET SOLIDARITE AVEC LE P.O.U.M. FEROCEMENT REPRIME PAR LES GOUVERNEMENTS DES GALIFET DE VALENCE ET DE BARCELONE !



Au Mur

Les directions staliniste-réformistes veulent faire du mur une manifestation d'union sacrée à la sauce des canailles radicales. Mais le POI, entend plus que jamais, que les travailleurs manifestent selon la tradition des communistes contre l'union sacrée avec les Versaillais pour la révolution. Dès maintenant, mobilisation de tous les groupes et de tous les sympathisants. La semaine prochaine seront données les instructions d'organisation.

Problèmes de la Révolution Espagnole
La victoire est-elle possible ?

Etablissons encore une fois les faits fondamentaux. L'armée de Franco fut créée sous la tutelle directe d'Azana, c'est-à-dire du front populaire, y compris les socialistes, les stalinistes et ensuite les chefs anarchistes.

Le caractère traître de la guerre est le résultat direct du programme bourgeois-conservateur du front popu-

laire, c'est-à-dire de la bureaucratie staliniste.

Plus la politique du front populaire conservera longtemps son emprise sur le pays et sur la révolution, plus sera grand le danger que les masses s'exténuent et se découragent et que le fascisme remporte la victoire militaire.

Lire la suite page 4

★ LES LUTTES INTERNATIONALES ★

La famine en Afrique du Nord Exigeons la distribution immédiate de secours aux affamés

(Nous publions les importantes informations qui étaient destinées au dernier n° avec quelque retard. D'autres suivront.)

Chaque semaine, apporte son bilan de misère et de sang. La bourgeoisie indigène s'effraye du développement de la famine. Dans une adresse au Gouvernement du Comité populaire musulman de Mascara, on retrouve ces constatations monotones à force d'être répétées : « Ils (les ouvriers agricoles) vivent au jour le jour d'une mince galette d'orge quand ils arrivent à trouver du travail » et sur les gains des ouvriers des villes « 6 à 7 francs par journées de plus de 16 heures de travail » et sur les enfants abandonnés « sur une population scolaire de plus de 900.000 enfants indigènes, 60.000 seulement sont scolarisés, faute d'écoutes et de maîtres (1). Les autres restent dans les rues... ». La bourgeoisie libérale s'agit. Dans un banquet de l'U.S.R. de Pignol déclare : « Nous avons trouvé en Algérie une misère physiologique effroyable. Je dis effroyable parce que je ne trouve pas de mot fort... Les musulmans ont faim; ils ne peuvent même pas quitter Laghouat ou Gardai sans en demander la permission à l'administration. J'en ai connu qui pour avoir été passer 15 jours à Alger pour affaires et à leurs frais, au retour ont fait quinze et trente jours de prison ».

Le Gouvernement Blum continue. Un décret fixait le 12 janvier 37 à 18 le nombre de pelotons de Gardes mobiles en Algérie. Il vient d'être porté à 24 dont trois à cheval. Il est ajouté : « Les dépenses de première installation et d'entretien y compris celles de casernement correspondant à cet accroissement d'effectif sont à la charge du budget de l'Algérie ».

Les colons fascistes poursuivent également leur solution.

Tiaret vient d'être à nouveau le siège d'incidents sanglants. Le Parti Socialiste ayant convoqué un meeting, Vinigier, président du Syndicat des colons, président du Rassemblement fasciste de Tiaret, lançait le tract suivant « Colons nationaux aujourd'hui à 18 heures, salle des fêtes, un député S.F.I.O. doit faire une réunion publique de propagande. Vous devez être là, tous à la réunion. S'abstenir, serait désister ». Les fascistes envahirent la salle. Le commissaire présent refusa de faire sortir. Bilan : 100 blessés, dont 3 grièvement. Pendant toute la bagarre, la police se trouva au côté des fascistes.

Lorsque la salle fut évacuée, 8 gardas montèrent sur la scène et salement à la fasciste. La troupe limita son action à la protection du café de la Bourse, siège du P.P.F. et du P.S.F. Les fascistes arrêtés et trouvés porteurs d'armes furent relâchés. Vinigier et Cie continuent à circuler paisiblement dans les rues. Par contre, trente ouvriers indigènes dont un gosse de 14 ans, furent arrêtés et condamnés de 8 jours à un mois de prison sans sursis. Aux Abdellys, les colons tirent sur les grévistes indigènes, deux d'entre eux sont tués. Après de longues hésitations, on arrête le colon meurtrier. Le lendemain, les colons fascistes recommencent impunément une bagarre sanglante.

A Ain-Vernés, ouvertement, les colons chassent un épicier, M. Darmon, parce que israélite. Il est obligé de se réfugier à Frénda avec sa femme et ses enfants. Dans le même lieu, le même fait se reproduit vis-à-vis d'un représentant de commerce. Evidemment, aucune sanction n'est prise. Par contre, une manifestation du Front Populaire

qui devait se dérouler à Oran en faveur de l'Espagne est interdite par les représentants du Gouvernement de Front Populaire.

Au Congrès des colons marocains, à Rabat, on vota : « Considérant la situation qui peut résulter d'une mauvaise orientation de la politique en Afrique du Nord, les colons du Maroc, réunis en congrès le 15 avril 1937 décident de resserrer leur union dans le cadre national pour le maintien de l'ordre, de la famille, de la sécurité, bases essentielles de la colonisation ». Le sens en est clair. Le général « républicain » Nogues, présidait ce congrès.

LES PATRONS LICENCIENT LES OUVRIERS SYNDIQUES.

Sur le plan du travail, l'offensive fasciste se développe librement. Le syndicat des ouvriers agricoles de Mercier-Lacourbe (Algérie) communique que 60 ouvriers agricoles ont été licenciés par leur patron à cause de leur adhésion aux syndicats. Ces ouvriers sont enchaînés à leur travail d'esclaves depuis 5 ans et 19 ans.

L'intervention gouvernementale s'allie ouvertement aux colons fascistes. Depuis le mois d'août, trois commissions régionales avaient été créées en Oranie pour la fixation des salaires des ouvriers agricoles. Les colons les ont continuellement mises en échec.

Aujourd'hui, le préfet vient de les dissoudre et se rait à la proposition des fascistes de créer six commissions. Il s'agit de diviser au maximum pour mieux manœuvrer.

Les quelques victoires obtenues ne l'ont été que sous la pression brutale des ouvriers. Pour la première fois en Algérie, on vient d'établir une convention collective, il s'agit des grandes entreprises de travaux publics. Le réajustement des salaires a été obtenu à raison de 15 % pour les manœuvres et de 12 % pour les autres catégories. Une lutte ardente est livrée autour de la nomination des délégués. Il s'agit de savoir si un ouvrier indigène pourrait être élu délégué. Obligé de reculer, l'administration Front Populaire proposa alors deux collèges électoraux : un européen et un indigène. Manœuvres de grand style pour diviser gravement la classe ouvrière.

La encore, contraint de céder. Le collège unique a été obtenu. Et c'est une grande victoire du prolétariat algérien.

Les ouvriers engagés en un second combat au sujet des catégories de manœuvres. Jusqu'ici, deux grandes divisions existaient : manœuvres de profession, manœuvres débutants. Cela permettait d'une part de diviser et d'affaiblir les ouvriers, d'autre part d'utiliser une main-d'œuvre pour presque rien. La suppression des catégories fut arrachée.

Mais la solution porte encore la marque de l'acharnement patronal : un manœuvre débutant doit faire 6 mois de stage avant de passer manœuvre de profession.

L'oppression patronale pèse encore durement sur les décisions au sujet des allocations familiales jusqu'ici inexistantes. Voici les chiffres : 1 franc par jour pour le premier enfant ; 1 fr. 50 pour le second, 1 fr. 50 pour le troisième, 1 fr. 75 par enfant à partir du quatrième.

On retrouve la marque patronale dans les questions d'embauchage. Il s'agit de la création d'un livret d'identification professionnelle sur lequel est indiqué par chaque entreprise la durée des services de l'ouvrier, les emplois

tenus. Y figurent également tous les éléments de la carrière antérieure de l'ouvrier. Le prétexte stabiliser le prolétariat algérien indigène. En réalité, cette mesure peut devenir demain une arme policière dans les mains du patronat contre les militants révolutionnaires. La solution n'est pas dans cette voie. Nos camarades algériens doivent imposer le contrôle de l'embauche par les délégués ouvriers.

C'est la seule mesure de sécurité que le prolétariat puisse prendre. Un pas a été fait dans cette direction. L'entrepreneur doit tenir un livre d'embauchage dont peuvent prendre connaissance à toute époque les délégués ouvriers et ou sont consignés la date et la demande d'embauchage, et s'il y a lieu, les motifs de refus. Il faut aller beaucoup plus loin et imposer le contrôle direct des délégués.

PAS UN CENTIME POUR LES AFFAMÉS

Le Gouvernement vient d'allouer 10 millions pour la situation du sud-marocain. (Lutte n° 41). Ces 10 millions vont servir à l'irrigation de ces régions. Pas un centime n'ira aux misérables affamés.

Par contre, la politique des camps de barrage s'étend et s'organise. Un camp central vient d'être créé à Didelt. On arrête purement et simplement les affamés qui rôdent dans les villes, on les envoie à Midelt et de là, on les répartit en d'autres camps dans les diverses régions du sud.

Le système est simple. Pratiquement on emprisonne les indigènes affamés. Au même moment, au Congrès des colons, un nommé Cruchet, de Marrakech propose purement et simplement d'abattre le bétail du Haouz qui appartient aux indigènes et que ceux-ci ne peuvent nourrir.

Cependant, la famine est si grande que la bourgeoisie française craint un mouvement de masse et s'efforce de donner des os à ronger. La C.G.T. lance un appel financier pour acheter des vivres aux populations du Sud. Et en même temps, elle soutient la politique des camps de barrage. Immédiatement, les fascistes ripostent en exigeant le contrôle résidentiel.

Peu importe, rien de cela ne répond à la situation. Certes, une politique d'irrigation est nécessaire. Les dernières journées de siccité viennent de donner le coup de grâce aux ensemelements en terrains non irrigués. Non pas seulement dans le sud. Il en est de même pour les cultivateurs indigènes qui sèment assez tard, dans les régions d'El Hammam et chez les Beni M-Guild (Meknès).

Mais la crise marocaine ne vient pas d'un manque de production. Les docks sont pleins de grains et de céréales non vendus. Pourquoi ? Parce que les masses indigènes n'ont aucun moyen d'achat. Leur donner ce pouvoir d'achat c'est menacer directement les privilèges économiques et politiques des gros colons. Pas de solution sans une réforme agraire radicale et celle-ci est une menace mortelle pour l'impérialisme français.

Derrière les phrases sur l'irrigation, il s'agit purement et simplement d'intérêts de quelques gros agrariens. Il faut leur arracher les terres volées. Donner aux fellahs l'appareil technique pour cultiver. Immédiatement distribuer aux masses affamées les grains entassés dans les docks-silos. Imposer le contrôle des ouvriers et des paysans sur ces derniers.

Un grand militant est mort...

GRAMSCI

élections parlementaires. Le combat de Bordiga est le combat pour la sécession d'avec les réformistes et les centristes; le combat pour la construction du Parti de la révolution. Il est seul à se battre déjà depuis plus d'une année pour ce but. Gramsci ne voit pas encore cette nécessité. De l'expérience toute fraîche de la révolution d'octobre et des révolutions des autres pays, il retient surtout le phénomène de la croissance et du développement des « Conseils de Fabrique ». Il voit dans ces Conseils la forme révélée par l'histoire de l'auto-gouvernement des masses travailleuses, les cellules vivantes de l'Ordre Nouveau.

L'Ordre Nuovo sera donc le titre de l'hebdomadaire qu'il fonde à Turin et dont il prend la direction. Toute la vaine personnalité de Gramsci, son originalité, sa grandeur, se trouvent dans ce journal. Pendant deux ans, dans des articles à la forme très personnelle mais qui reflètent tout le mouvement et tout l'effort créateur de l'auto-gouvernement du prolétariat de Turin, Gramsci dévore les trésors de son intelligence, de sa culture et de sa passion révolutionnaire pour impulser les Conseils de fabrique, pour en démontrer la valeur destructrice de l'ordre capitaliste et nécessaire en tant que cellules constitutives de l'Ordre Nouveau, de l'ordre socialiste et communiste. Les ouvriers avancés des grandes usines de Turin, les membres

En Indochine Notre camarade Tha-Thu-Thau élu en tête de la liste ouvrière



Tha-Thu-Thau

Arrêtons les tortures

Au pénitencier de Banmethuot, gémissent encore 233 détenus. Le 20 janvier dernier, Tran-Duc était en train de lire quand un soldat de la garde indigène, le voyant, le gifla. Duc protesta. Le soldat signala le fait au chef du pénitencier. Un sous-lieutenant qui sans prendre la peine de demander la nature de la faute, fonda sur le détenu et le frappa à coups de crosse de revolver sur la figure. Le lendemain, Duc, malade, ne peut pas travailler.

Le gardien-chef, après l'avoir brutalement frappé, le prit à bras-le-corps et le renversa du bas-flanc sur la terre en lui disant : « L'administration me paie pour te tuer ». Duc poussa des cris. Tous les autres détenus l'imitèrent en signe de protestation.

Chaque détenu était retenu à la tête et aux pieds par deux soldats, pendant que les deux autres le rouèrent de coups. Après le passage à tabac, tous les détenus étaient mis à la « barre ». Pour protester contre cette brutalité cynique, ils firent la grève de la faim pendant 4 jours. A la fin de la grève le gardien-chef (dont la haine n'est pas encore assouvie) renversa à terre toutes les 7 touques à pétrole remplies de soupe que les cuisiniers avaient apportées aux détenus.

La nuit du 28 février, un soldat vint vérifier les cadenas des barres qui retenaient les pieds des détenus. Il vit Tao, un détenu politique, en train de causer avec ses camarades. Il le gifla et signala le cas au gardien-chef. Celui-ci fit venir Tao à son bureau, et là, il a si bien rempli son rôle de bourreau, que Tao eut la tête fracassée et le corps tout meurtri. Ne se sentant pas encore satisfait, la brute prit une tenaille et arracha les cheveux et les dents à sa victime. Comme Tao s'efforça de fermer sa bouche, le gardien le frappa aux lèvres. Après la torture, Tao a été mis en cellule pour un mois

Les travailleurs de Saïgon ont relevé le défi de Moutet, ils ont voté en masses pour la liste ouvrière stalinienne-trotskyste.

Notre camarade Tha-thu-Thau a passé en tête aux deux tours; à la précédente élection il était devancé par les staliniens Tao-Mai).

Au premier tour, il y a eu ballottage; sur 2.402 inscrits, 528 votants, 64 bulletins blancs; 98 pour Michel My, chef du parti démocrate soutenu par Pages; 366 pour Tha-thu-Thau; 357 pour Nguyen van Tao et 347 pour Duong Bach Mai. Au second tour, Pagès a lâché ses chiens de garde pour barrer la route à la coalition ouvrière, aussi des candidats en vue du parti constitutionnaliste parmi lesquels Tran van Kha, l'ancien valet de Fontaine-Alcool, se sont présentés, 1515 votants.

Liste ouvrière : Tha-thu-Thau IV^e Internationale, 765 voix, élu; Nguyen van Tao (3^e Internationale) 735 voix, élu; Duong Bach Mai (3^e Internationale), 713 voix, élu.

Candidats bourgeois du gouvernement : Tran van Kha, 663 voix, non élu; H.-v.-Don, 623 voix, non élu; H.-v.-Canh, 639 voix, non élu.

Malgré les fraudes électorales, malgré les menaces, les pressions déclenchées par Pagès sur les électeurs, malgré le collège électoral très restreint, les travailleurs de Saïgon ont voté en masses pour la liste ouvrière.

Après le scrutin, les ouvriers, dans la rue, dans les tramways, dans les autobus ont manifesté leur joie : « face à tous, la liste ouvrière a triomphé ».

Ce qui mit en fureur toutes les presses réactionnaires, le journal fasciste « Impartial », sous le gros titre « Trotsky indochinois » déverse des attaques contre notre camarade Trotsky et les trotskystes.

Le P.O.I. et les J.S.R. saluent chaleureusement la victoire du camarade Tha-thu-Thau, saluent la lutte héroïque de leur section ouvrier de l'Indochine qui, à travers les répressions féroces de l'impérialisme français, a su réaliser l'unité d'action des travailleurs contre leurs bourreaux fascistes et « démocrates » localisés.

Amnistie totale

Extrait de « La Lutte ». — Poulo-Condore reste tel qu'il était : l'enfer des vivants... Nous bagnards, nous finissons par croire que le Gouvernement de Front Populaire se contente de faire des promesses. Nous en avons assez des sévices et des brimades. Avant que l'amnistie ne nous arrache des géolés, nous réclamons :

1° La restitution de la liberté de lire les livres et les journaux ;

2° L'application intégrale de l'arrêté du 18-1-37 (les poissons frais seront donnés selon la production). Les gardes-chiourmes ont la partie belle pour n'en jamais donner : « La pêche est mauvaise », dit-on toujours ;

3° L'abolition du régime de provocations ;

4° Des médicaments en quantité suffisante.

Hommes libres du dehors, captez notre S.O.S. Sauvez-nous de la barbarie primitive des gardes-chiourmes et du régime débilitant du pénitencier.



Ho-Huu-Tuong

Nouvelles brèves

Tonkin. — Plus de 100 tailleurs fournisseurs de l'armée font grève pour réclamer le retour aux taux de 1932, 0,16, le taux de 1936 n'étant que 0,14. A Haïfong, 300 scieurs sont en grève pour réclamer l'augmentation des salaires et réduction des heures de travail.

Annam. — Arrestations d'écoliers à Vinh, pour avoir écrit des tracts pour la commission d'enquête.

Les paysans emprisonnés depuis des mois à Qui Nhon, pour avoir reçu des tracts pour le Congrès Indochinois, sont envoyés à faire des corvées; torturés et soumis à de mauvais traitements, ils ont fait la grève de la faim pour réclamer le repos le dimanche pour pouvoir se laver et laver leur linge, l'amélioration des rations, deux costumes par an, l'autorisation de recevoir des visites du dehors, leurs libérations.

Cochinchine. — Les ouvriers de l'arsenal de la Marine sont encore en grève. La direction menace de fermer l'arsenal.

A Thudaumot, plus de 2.000 ouvriers des poteries réclament l'augmentation de 10 pour cent de leurs salaires.

A Badiem, les paysans distribuent des tracts et plus de 600 ont manifesté pour réclamer la suppression de l'impôt personnel, contre la nouvelle réglementation du tabac, la réduction des droits de patentes des « boîtes d'allumettes », des charrettes, autorisation pour « boîtes d'allumettes » de Gia-dinh de circuler dans Saïgon-Cholon, réduction des droits de patentes pour les petits commerçants et taxation des places au marché d'après les cahiers des charges, construction des maternités à raison d'une par village, construction des écoles dans les villages.

Après la manifestation à Long-Hung, le 19 avril, le tribunal de Mytho a condamné les paysans pour avoir manifesté pour la suppression de l'impôt personnel.

P. S. — Les camarades qui veulent s'abonner à « La Lutte », journal de front unique entre trotskystes et staliniens de Saïgon, et « Le Militant », journal de la IV^e Internationale en Indochine, doivent s'adresser à « La Lutte Ouvrière ». Soutenez vos amis d'Indochine.

Après onze ans de prison, Antonio Gramsci est mort d'une apoplexie à Rome, dans une clinique, où la bestiale répression fasciste s'était vue obligée de le transférer il y a deux ans, pour éviter que l'homme le plus aimé du prolétariat révolutionnaire d'Italie, finit par mourir au fond de son cachot.

Antonio Gramsci était venu au socialisme dans les années qui précédèrent immédiatement la guerre de 1914, lorsque jeune étudiant, fils de paysans pauvres, de sa Sardaigne, il alla à Turin dans le but de continuer ses études. Ce fut dans la capitale du Piémont, au contact avec le prolétariat industriel le plus concentré et le plus expérimenté d'Italie, qu'il fit ses premiers pas sur le chemin de la révolution. Quoique d'un extérieur extrêmement négligé et d'un physique pénible, il faisait du premier abord, la plus grande impression sur ceux qui avaient l'occasion de s'entretenir avec lui. Mussolini, qui, en 1914, avant son reniement, avait été appelé à Turin par le groupe des étudiants socialistes, dont Gramsci, se souvenait justement de lui, huit ans plus tard lorsqu'il écrivit que le Parti Communiste avait pour tête un petit bossu, extraordinairement intelligent et malin...

La tourmente de 1914 et l'entrée en guerre de l'Italie en 1915 trouvèrent Gramsci, encore ignoré, encore obscur, à son poste de combat. Il ne rêchit point. Les racontars selon lesquels il aurait eu des hésitations ou même des sympathies pour le mouvement interventionniste, ne sont que des insinuations habilement répandues par certains « disciples » à retardement dans le but de justifier leur désertion et leur lâcheté. En 1917, dans l'année la plus dure de la guerre, au moment où la réaction s'acharne impitoyable contre le révolutionnaire, tandis que Ercoli, par là l'actuel secrétaire de l'I. C. reniait le Parti au nom de la « Magna Anglia », Gramsci continue sa modeste

besogne, assure le service de correspondance avec l'organe central du Parti « L'Avanti ! » ainsi qu'il assure les liaisons avec les camarades qui sont restés à Turin, ou qui reviennent de la zone de Guerre. Gramsci, m'a affirmé lui-même, en 1922, qu'il n'avait jamais été interventionniste.

Mais c'est seulement en 1919 que Gramsci révèle entièrement toutes ses qualités de polémiste, de tête et de cœur de la classe ouvrière et plus particulièrement du prolétariat industriel du Piémont.

En 1919, le prolétariat italien est en pleine effervescence révolutionnaire. Les succès successifs de la bourgeoisie rapprochent extraordinairement aux yeux de la classe ouvrière et des masses laborieuses la possibilité de la victoire définitive, du triomphe de la révolution. Les nouvelles provenant de Russie sur les victoires et la consolidation du pouvoir soviétique, emportent les masses d'enthousiasme. L'enthousiasme de la faulx et du marteau couvre les murs des villes et des villages d'un côté à l'autre d'Italie. Les noms de Lénine et de Trotsky sont acclamés comme des défis de combat par des millions d'ouvriers, de soldats, de petits paysans. Le Parti Socialiste qui grossit de jour en jour se révèle absolument impuissant pour coordonner le mouvement des masses, pour organiser la révolution. Même les éléments révolutionnaires les plus conscients et décidés avancent d'un pas irresolu et incertain.

Deux noms émergent : Bordiga et Gramsci.

Bordiga, déjà connu par les jeunes avant la guerre, qui connaît mieux que Gramsci les hommes du Parti Socialiste, et le Parti lui-même, fonde à Naples l'hebdomadaire « Le Soviet » et organise d'un bout à l'autre d'Italie sa fraction qui plus tard sera appelée la « fraction des abstentionnistes » parce qu'elle préconiserait l'abstention des

besogne, assure le service de correspondance avec l'organe central du Parti « L'Avanti ! » ainsi qu'il assure les liaisons avec les camarades qui sont restés à Turin, ou qui reviennent de la zone de Guerre. Gramsci, m'a affirmé lui-même, en 1922, qu'il n'avait jamais été interventionniste.

Mais c'est seulement en 1919 que Gramsci révèle entièrement toutes ses qualités de polémiste, de tête et de cœur de la classe ouvrière et plus particulièrement du prolétariat industriel du Piémont.

En 1919, le prolétariat italien est en pleine effervescence révolutionnaire. Les succès successifs de la bourgeoisie rapprochent extraordinairement aux yeux de la classe ouvrière et des masses laborieuses la possibilité de la victoire définitive, du triomphe de la révolution. Les nouvelles provenant de Russie sur les victoires et la consolidation du pouvoir soviétique, emportent les masses d'enthousiasme. L'enthousiasme de la faulx et du marteau couvre les murs des villes et des villages d'un côté à l'autre d'Italie. Les noms de Lénine et de Trotsky sont acclamés comme des défis de combat par des millions d'ouvriers, de soldats, de petits paysans. Le Parti Socialiste qui grossit de jour en jour se révèle absolument impuissant pour coordonner le mouvement des masses, pour organiser la révolution. Même les éléments révolutionnaires les plus conscients et décidés avancent d'un pas irresolu et incertain.

Deux noms émergent : Bordiga et Gramsci.

Bordiga, déjà connu par les jeunes avant la guerre, qui connaît mieux que Gramsci les hommes du Parti Socialiste, et le Parti lui-même, fonde à Naples l'hebdomadaire « Le Soviet » et organise d'un bout à l'autre d'Italie sa fraction qui plus tard sera appelée la « fraction des abstentionnistes » parce qu'elle préconiserait l'abstention des

déjà écrit environ 100 petits papiers de sa très petite main claire calligraphie dans laquelle il se reflétait soigneusement avec cette honnêteté intellectuelle qui le caractérisait.

Ce projet a été brisé par son arrestation au moment des lois exceptionnelles et maintenant, par sa mort.

Nous ne savons pas quelle a été l'évolution intellectuelle de Gramsci au cours des onze années de prison, mais nous pouvons affirmer ceci : toute l'activité de Gramsci, toute sa conception du développement du Parti et du mouvement ouvrier s'oppose de façon absolue au stalinisme, à ses éruditions politiques, à ses falsifications éhontées. Un des derniers actes politiques de Gramsci avant son arrestation, en 1926, a été celui de se faire approuver par le B. P. du Parti italien, une lettre adressée au B. P. du Parti russe en lui demandant de se contenir vis-à-vis du camarade Trotsky dans les limites d'une discussion entre camarades, et de ne pas adopter les méthodes qui faussaient les problèmes controversés et empêcheraient le Parti et l'Internationale de se prononcer en pleine connaissance de cause. Cette lettre fut approuvée aussi par Grieco (Garlandi), Camille Rovera et Mauro Scoccimarro.

Mais elle fut envoyée sur « une voie de garage » par Ercoli qui, étant à Moscou et en ayant pressenti les destinataires, a cru bon de la garder dans sa poche.

Nous pouvons affirmer aussi, que au moins depuis 1931, et jusqu'à 1935, la rupture morale et politique de Gramsci avec le Parti Stalinié était complète. La preuve est donnée non seulement par le fait que pendant ses années la presse stalinienne a mis la sourdine à la campagne pour libération de Gramsci, mais aussi par le fait que Gramsci avait été officiellement destitué en tant que Chef du Parti et que, à sa place, on avait dressé ce clown bon à tout faire qu'on appelle Ercoli ! Les cama-

rades sortis de prison nous ont communiqué aussi, il y a deux ans, que Gramsci avait été exclu du Parti, exclusion que la direction avait décidé de tenir cachée au moins jusqu'à ce que Gramsci aurait été l'impossibilité de parler librement.

Et cela dans le but de pouvoir exploiter la personnalité de Gramsci à ses fins. En tout cas, les bureaucrates staliniens s'étaient arrangés pour ensevelir Gramsci politiquement avant que le régime mussolinien ne l'achevât physiquement.

Gramsci est mort, mais pour le prolétariat italien, pour les jeunes générations qui viennent à la révolution au travers de l'enfer fasciste, il restera toujours celui qui mieux que tout autre a incarné les souffrances, les aspirations et la volonté des ouvriers et des paysans pauvres d'Italie, au cours des vingt dernières années.

Il restera aussi un exemple de droiture morale et de probité intellectuelle l'absolument inconcevable pour la congrégation des pique-assiettes staliniens dont le mot d'ordre est « s'arranger ».

Gramsci est mort, mais après avoir assisté à la décomposition et à la mort du Parti qu'il avait puissamment aidé à créer et après avoir entendu dans ses oreilles les coups de revolver chargés par Staline et qui abattirent toute une génération de vieux bolcheviks.

Gramsci est mort, mais après avoir su que des nouveaux vieux bolcheviks, comme Boukarine, Rifok et Rakowski étaient déjà prêts pour l'abattoir.

Gramsci est mort d'un coup au cœur, on ne saura peut-être jamais qui a contribué le plus à le tuer : si les onze années de souffrance dans les prisons mussolinienne ou les coups de pistolet que Staline a fait tirer dans la nuque de Zinoviev, de Kamenev, de Smirnov, de Platouk et de leurs camarades dans les caves de la Guépéou. Adieu Gramsci. O. BLASCO.

★ LES LUTTES OUVRIÈRES ★

Imposons l'amélioration des conventions collectives

Le gouvernement et le bureau confédéral de la C. G. T. ne pouvaient pas permettre la dénonciation des conventions collectives par les syndicats sans danger pour leur politique de paix sociale. La C. G. P. F. (Confédération Générale du Patronat Français) s'est soumise à la nouvelle manœuvre d'éloignement des luttes grévistes : les conventions collectives seront prorogées de six mois par la voie législative.

La polémique entre le bureau confédéral de la C. G. T. et les dirigeants patronaux de la C. G. P. F. se poursuit sur le problème de l'embauchage et du débauchage.

Où en sommes-nous ? En avril, avaient lieu les réunions des conseils nationaux des Fédérations et du C. C. N. de la C. G. T.

Ceux des Fédérations des Métaux et du Bâtiment s'étaient terminés chacun par une résolution reprenant des revendications immédiates essentielles des métallurgistes et des gars du bâtiment.

1^o Echelle mobile des salaires, c'est-à-dire réajustement des salaires au coût de la vie ;

2^o Contrôle, par les syndicats, de l'embauchage et du débauchage ;

3^o Etablissement de conventions collectives nationales.

Le Bâtiment ajoutait : salaire hebdomadaire minimum de garantie, grands travaux, fonds national de chômage, retraite aux vieux travailleurs, etc.

A peine un mois s'est écoulé depuis la tenue de ces conseils nationaux. Déjà, aujourd'hui, il n'est plus guère question, dans les pourparlers officiels de l'échelle mobile des salaires, des conventions collectives nationales, du salaire hebdomadaire de garantie, etc.

L'accord tripartite semble réalisé : patronat, gouvernement, bureau confédéral de la C. G. T. La classe ouvrière n'a pas eu à se prononcer sur ce problème aussi important pour son pain même. Jouhaux, Frachon, Racamond, Belin parlent ensemble et concluent des compromis in situ.

Léon Blum a pu ainsi faire un grand discours le 7 mai à la Chambre des députés. Un discours de plus. D'ailleurs, le patronat a jugé à sa juste valeur ce discours. Voilà ce qu'a écrit M. C. J. Gignoux, président de la C. G. P. F., le 8 mai 1937 dans la Journée Industrielle :

« La majorité gouvernementale sera confortable. Les communistes donneront leurs votes à la politique que M. Léon Blum énonça hier en des propos que, pour une part, on eût entendu tenir sans surprise par M. P.-E. Flandin ou même par M. Poincaré. »

A Marseille

Bravo les Traminois !

La radicalisation des Employés de trams de notre ville est un fait et que nous ne pouvons passer sous silence ! Dans la semaine du premier mai, la Municipalité du Front Populaire (et son député, Ministre, Maire ! sic au cumul !) avait sollicité le stalinien Nédélec, secrétaire général de l'Union locale de la C.G.T., afin d'intervenir avec l'appui assuré de leur ex-secrétaire, adjoint au Maire, Joblin, après des traminois afin que le 1^{er} mai, ils ne fissent grève que jusqu'à midi, pour le bon renom de la Ville de Marseille, pour les fêtes de M. Henri Tasso, pour le Commerce, business, ect., pour aussi ne pas aggraver le déficit de la Cie dont la Ville n'est plus en mesure de combler ! Peuhère ! La romance continue ! Camarades prolétaires !

Mais les traminois n'en pensèrent pas ainsi et le 30 avril ils se réunirent et votèrent la grève générale et totale pour le 1^{er} mai, passant ainsi par-dessus la tête de ces messieurs du F. P. dont ils ne veulent plus faire les frais de leur omnipotente trahison anti-prolétarienne. Car, quand il s'agit d'augmenter les tarifs, pour ne pas diminuer les bénéfices de Messieurs les actionnaires du rail urbain, on jette le bon public marseillais contre les traminois en prétextant que leurs continuelles exigences d'augmentation de salaires (qui ne sont que des rajustements très normaux et bien en dessous du coût de la vie) sont cause de la hausse des tarifs !

Alors qu'une récente commission paritaire extra-syndicale et municipale a conclu que les salaires du personnel n'entraient que pour 40 % dans les dépenses du trafic et qu'il y avait lieu de rechercher une solution autre que celle qui consiste à faire croire au public que les employés sont cause du déficit.

Le 1^{er} mai, les traminois ont montré qu'on ne les dupera plus et les Nédélec et consorts reçurent la gifle magistrale et révolutionnaire appliquée par un prolétariat conscient de sa lutte de classe et montrant qu'il

qu'elle passe outre dans les actes. Mais pour répondre à l'agitation patronale et fasciste contre l'action ouvrière, Julien Racamond, du bureau confédéral, ex-révolutionnaire, s'empresse d'écrire que la décision de la C. A. de la C. G. T. « ne signifie pas, est-il utile d'insister, que les syndicats ouvriers exigent le contrôle de l'embauchage et du débauchage » (Humanité, 11-5-37).

Il indique par là que lui, Racamond, a renoncé à engager la classe ouvrière dans la lutte contre le capitalisme pour le renverser, briser sa machine d'Etat et instaurer la dictature du prolétariat sur l'ennemi capitaliste et son agent le fascisme.

Comment contraindre le patronat d'après Racamond ?

« Ainsi, dans la France démocratique, au pays de la belle devise : Liberté, Egalité, Fraternité, on peut refuser le travail et la vie à qui ne réclame que les droits acquis. Il faut espérer que la réflexion amènera les employeurs à comprendre qu'il est impossible en 1937 de rester sur une telle position. »

La France démocratique ? Mais M. Racamond c'est le capitalisme, le régime de l'exploitation de l'homme par l'homme où on peut refuser le travail et la vie aux exploités ; ceux-ci écoutent les conseils de tous les Racamond de la C. G. T. et du front populaire. « La réflexion amènera les employeurs à comprendre... », de qui se moque Racamond, sinon des ouvriers ? Ces derniers savent que la réflexion à laquelle fait appel Racamond est encore une tromperie de plus à son actif. Les travailleurs ont une arme efficace pour faire réfléchir les employeurs, comme écrit Racamond, en juin 1936, ils ont mis cette arme à l'épreuve : elle a conduit à une victoire. Depuis, le patronat grâce à la politique du Front populaire, a reconquis du terrain perdu en juin. L'expérience a fait poser de nouvelles revendications aux ouvriers, celles que les trotskystes défendent à présent en expliquant que la solution définitive qui peut seule élever un retour offensif du patronat c'est son écrasement par la révolution socialiste.

Mais le bureau confédéral ne veut pas de cette solution. L'alliance militaire franco-russe impose au parti communiste de participer à la politique d'union sacrée des réformistes traditionnels. Et pour s'opposer au développement des luttes grévistes, le bureau confédéral s'est plu à exiger du gouvernement d'accord avec le patronat : la prorogation de six mois des conventions collectives.

Les travailleurs savent, dans leurs entreprises, exprimer leur volonté. De partout surgissent les résolutions, des initiatives pour réunir tous les délégués d'une même branche d'industrie en congrès régionaux, puis nationaux, de toute une industrie. Ils unifient eux-mêmes leurs revendications et leurs luttes. L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

« La majorité gouvernementale sera confortable. Les communistes donneront leurs votes à la politique que M. Léon Blum énonça hier en des propos que, pour une part, on eût entendu tenir sans surprise par M. P.-E. Flandin ou même par M. Poincaré. »

« La majorité gouvernementale sera confortable. Les communistes donneront leurs votes à la politique que M. Léon Blum énonça hier en des propos que, pour une part, on eût entendu tenir sans surprise par M. P.-E. Flandin ou même par M. Poincaré. »

A Toulon

Les ouvriers de l'arsenal prêts à la lutte

Nous avons eu hier, par voie de la presse, connaissance du résultat des pourparlers faits à Paris pour les ouvriers des Arsenaux. Alors qu'on nous avait promis 4 frs d'augmentation par jour (ce qui était une honte), nous avons été informés que l'augmentation était de 0 fr. 40 de l'heure, soit 3 fr. 20 par jour, soit 75 frs par mois. Aussi, ce matin, à l'intérieur de l'Arsenal, le mécontentement est grand. D'autant plus qu'un mouvement de protestation en ce qui concerne la répercussion des jours fériés s'est dessiné à l'Arsenal de Bizerte où le travail n'a pas eu lieu samedi 8 mai. De plus, la presse nous apprend que les marins du port de Cherbourg travaillant à l'Arsenal ont protesté aussi. Dix seconds-maîtres ont été arrêtés et mis en prison à la marinière. Tout cela épece de l'effervescence dans le prolétariat de l'Arsenal mécontent de l'augmentation de salaires qui lui est allouée.

En effet, un ouvrier moyen gagne 5 fr. 41 de l'heure. Un ouvrier de 3^e catégorie gagne 5 fr. 81 et un manœuvre arrive qu'un salaire vital de 780 frs par mois. Aussi, ça commence à râler.

A Nantes

Comment les gars du bâtiment ont été trahis

Dixième semaine de grève.

Les gars du bâtiment n'ont pas eu à leur préjudice si celle-ci s'accommodait sans changements « ils ne resteraient pas parqués comme des moutons dans la bourse du travail ». L'action directe, seul moyen d'obtenir satisfaction s'imposait. Mais ils avaient compté sans les pouvoirs publics et surtout sans M. Pégout, député-maire socialiste de Nantes. En effet, après avoir manifesté leur mécontentement autrement que par des phrases, à M. Bernard, président du syndicat patronal du bâtiment ; en démolissant quelques vitres de son bureau, molestant quelque peu sa superbe automobile, et lui enfouissant peut-être un peu plus que de coutume son feutre pour lui faire rejoindre les oreilles, les grévistes ne furent pas peu surpris de voir le Maire prendre un arrêté interdisant à partir du lendemain, toutes manifestations dans les rues de Nantes.

A l'annonce d'une telle décision faite sur le lieu de rassemblement du 27 avril, la stupeur, puis l'indignation gagnèrent les grévistes qui ne comprenaient pas (et c'est juste) que l'on les empêchât de crier leur rancœur à M. le Guillou, gros manitou du bâtiment et principal responsable de malheureuse situation qu'est fait à ces ouvriers.

Pour faire respecter l'arrêté du Maire, 25 pelotons de gardes mobiles étaient au cours de la nuit descendus à Nantes, si l'on y ajoute quelques contingents de troupe venus d'une autre partie du monde, on est en droit de se demander ce qu'il y a de changé depuis que les partis de la réaction la plus notoire ne sont plus au pouvoir.

Les grévistes ne manquèrent pas de crier leur indignation aux leaders syndicalistes qui « dans le but de maintenir l'ordre social » se prétaient de bonne grâce à cette manœuvre.

« Si vous insistez, criait Douance, délégué de la fédération du bâtiment, le sang coulera... »

— Non... Non... répondent 2.000 grévistes, chez le Guillou...

— Si le sang coule aujourd'hui, ajoute Douance, le gouvernement de Front Populaire est par terre.

— On s'est foutu, chez le Guillou... chez le Guillou, reprennent en cœur les grévistes.

Réponse à M. Bruat

des meetings organisés par la Fédération du Bâtiment à travers tout le pays dans le but d'obtenir du Parlement un crédit supplémentaire pour le financement des grands travaux intéressants plus particulièrement la Fédération du Bâtiment, que le chômage menace d'une façon inquiétante. Les organisations des organisations des ouvriers qui se succèdent firent ressortir la nécessité absolue de grands travaux d'utilité publique au double point de vue de faire disparaître le chômage et procurer aux travailleurs une vie meilleure.

Sur le papier et dans les discours, c'est quelque chose de bien, mais dans les actes ce serait beaucoup mieux. En effet, il est tout à fait paradoxal de constater que les organisations composant le Rassemblement populaire et qui ont la majorité au Parlement soient dans l'obligation de protester contre l'attitude de Vincent Auriol, S.F.I.O. et ministre des Finances qui s'exprime dans une de ses dernières déclarations en réponse aux propositions de la C.G.T. :

« Les décrets concernant l'emprunt de la Défense Nationale stipulent qu'un autre emprunt ne pourrait être émis au cours de l'année 1937, pour quelque raison que ce soit. Les organisations syndicales ou autres devront s'en tenir là pour ne pas obliger le gouvernement à s'expliquer sur son refus. »

C'est net et précis. Mais alors que signifie cette manifestation ? Que le mécontentement se manifeste de plus en plus au sein des masses et des bonzes n'ignorent pas que ce mécontentement risque de se manifester d'une façon plus violente, si l'on ne fait immédiatement quelque chose pour canaliser le mouvement sur les mots d'ordre : calme, dignité, discipline, à grands coups de discours, sans que ceux-ci soient suivis de l'action nécessaire.

Les dirigeants des organisations syndicales ou dites « révolutionnaires », stalinistes en tête ferment la volonté d'action des masses de la façon la plus honteuse et la plus criminelle.

Le citoyen Bruat, dirigeant en fait de la région de l'Atlantique du P.C. et représentant le parti au meeting n'a pas manqué de tenir un langage qui indique sa confiance dans le Front Populaire et par conséquent dans les radicaux, défenseurs acharnés des intérêts capitalistes autant qu'ennemis du prolétariat.

C'est alors qu'on a recourus à la police pour disperser dans « le calme et la dignité » les ouvriers.

Après une séance des plus orageuses à la bourse du travail, où les grévistes mirent en minorité le comité de grèves, on parvint par une manœuvre habile en liant toutes les questions à la fois, à obtenir un mandat élargi permettant aux fonctionnaires du syndicat de prendre une décision au nom des ouvriers.

Résultats : après 4 jours de pourparlers, le nouveau compromis apporte 0 fr. 30 l'heure d'augmentation, une première tranche de l'arbitrage Caillard (0.50 l'heure) entrant immédiatement en vigueur, par contre, les avantages acquis disparaissent devant une majoration de 0 fr. 15 servie aux ouvriers de toute première catégorie, celle-ci ne pouvant s'appliquer qu'à la condition que ces ouvriers ne bénéficient pas déjà d'avantages au moins égaux à celui précité ce qui signifie pour certains ouvriers une augmentation bien au-dessous des 30 centimes obtenus après 10 semaines de grève.

« Grande victoire », dit Douance, le lendemain de l'accord, nous avons obtenu ce qui soit réconsidéré un surarbitrage ».

Après 2 mois et demi de grève, c'est plutôt mesquin, et c'est tellement vrai, que Forget, secrétaire du syndicat du bâtiment ne partageait pas le même point de vue. « Ce n'est pas une victoire complète, disait-il, mais ce n'en est pas moins un résultat tangible qui doit nous encourager pour les luttes à venir ».

Et maintenant, on indique qu'aucune rancœur ne doit exister entre patrons et ouvriers, qu'un accord complet doit régner entre eux-ci dans l'oubli des misères passées. Les ouvriers n'oublient pas dans l'avenir que l'ennemi n° 1 n'a pas disparu, ils se rendront une fois de plus compte que la conciliation et la collaboration de classe ne peut que servir l'intérêt patronal.

Ils sauront, malgré leur direction stalinienne réformiste relever le drapeau de la lutte de classe qui doit les conduire à leur libération totale et définitive en brisant le monde capitaliste et ceux qui ont trahi.

THARREAU.

Pour les Chômeurs Du Travail et du Pain par l'action de classe

A l'heure actuelle, il apparaît bien que le capitalisme ne peut apporter aucune solution radicale au problème du chômage qui va grandissant chaque jour. Devant une telle situation, la bourgeoisie se jette dans les positions extrêmes de l'instauration du fascisme et de la guerre impérialiste.

La lutte que mènent les chômeurs n'est donc pas uniquement une lutte revendicative qui doit leur permettre d'obtenir les réformes indispensables pour vivre. La lutte que mènent les chômeurs est aussi dirigée contre la guerre et le fascisme, pour le socialisme.

Les partis adhérent au rassemblement populaire avaient, à la veille des élections de 1936, fait aux sans-travail des promesses formelles parmi lesquelles : institution d'un fonds national de chômage ; exécution rapide de grands travaux ; appel des jeunes au travail par l'établissement d'un régime de retraites suffisantes pour les vieux travailleurs ; lutte contre la vie chère, etc.

De toutes ces promesses aucune n'a été tenue. Le gouvernement prétend qu'il n'a pas assez d'argent pour entreprendre la réalisation des réformes prévues. Pourtant, il a réalisé la dévaluation, sans compensation pour la classe ouvrière. Il a fait voter un budget de guerre formidable, complété par un emprunt de défense dite nationale qui a rapporté plusieurs milliards en quelques heures. Il a fait voter la préparation militaire obligatoire et les deux ans de service militaire. Il réorganise et renforce les cadres et le matériel de la police bourgeoise.

Sous la pression des chômeurs mécontents, les dirigeants de l'Union des comités de chômeurs acceptèrent d'organiser un rassemblement de masse des sans-travail de Seine et de Seine-Oise. Cette manifestation revendicative, financée par les propres deniers des chômeurs, était fixée pour le 19 mars aux Tuileries. Sans motif, elle fut interdite par Dormoy, et la police se chargea de disperser les quelques centaines de manifestants qui réclamaient du travail et du pain.

En outre, la loi de l'interdiction de manifester, Dormoy et Marrange s'engagent à augmenter l'allocation. Cette augmentation est devenue réelle et effective depuis le 15 avril, seulement elle ne s'applique qu'aux seuls chômeurs de nationalité française résidant dans le département de la Seine.

Rien de changé pour les travailleurs étrangers ou coloniaux, rien de changé pour ceux qui ne peuvent bénéficier de l'allocation, grâce à un règlement draconien, rien de changé pour les chômeurs de province.

D'ailleurs, si l'allocation a été augmentée dans le département de la Seine, de 2 francs pour les adultes, un franc pour les femmes et 0 fr. 50 pour les jeunes, on s'empresse, dans certains arrondissements et dans certaines communes, de faire reconnaître par une visite médicale, une incapacité de travail totale ou partielle pour de nombreux chômeurs, ce qui permet de leur retirer tout ou partie de leur allocation pendant trois semaines ou un mois, mais on les réintègre sans leur verser un sou de rappel.

Blum, Inaquis de la bourgeoisie capitaliste, se refuse à reconsidérer le problème du chômage en France, mais il tente de masquer sa capitulation par une démagogie qui se traduit par des décrets comme celui concernant le financement de grands travaux contre le chômage, dans lequel on trouve, parmi les 798 millions votés :

39.500.000 francs pour la défense passive ; 7.200.000 francs pour le ministère de l'Intérieur ; 8.000.000 francs pour radio-patée ; 4.300.000 francs pour la police spéciale ; 39.000.000 de francs pour la police d'état.

Cette énumération se passe de commentaires. A cette odieuse démagogie, notre

parti ouvrier internationaliste oppose la charte revendicative suivante : Allocation de chômage à tous les sans-travail sans distinction de nationalité, d'âge ou de sexe. Droits identiques pour les Français, les coloniaux et les émigrés. Suppression de l'assistance limitée pour certaines catégories de travailleurs coloniaux et immigrés. Allocation pour les paysans, artisans, petits commerçants ruinés, au même titre que pour les sans-travail involontaires. Allocation aux sans-travail des professions dites libérales.

Règlement de l'allocation en rapport avec l'augmentation du coût de la vie. Relèvement de l'allocation à 15 francs pour l'ensemble des sans-travail résidant en France. Augmentation de l'allocation en rapport avec la hausse du coût de la vie par l'application de l'échelle mobile. Même allocation pour les femmes et les jeunes chômeurs que pour les adultes.

Création d'un fonds national de chômage. Ouverture de grands travaux d'utilité ouvrière et paysanne, au tarif syndical sous le contrôle des syndicats ouvriers. Soutien par les chômeurs des revendications des ouvriers encore occupés, notamment en ce qui concerne l'application des 40 heures et le contrôle par les délégués d'usine de l'embauche et de la débauche.

Le fonds national de chômage et les grands travaux seront financés par des prélèvements sur les budgets de guerre et de police, et sur les emprunts dits de défense nationale.

Gratuité des transports. Simplification des formalités d'inscription et en particulier abrogation du délai de résidence. En particulier pour les professions saisonnières comme les ouvriers agricoles.

Cessation des poursuites judiciaires. L'allocation de chômage est inviolable. Exonération totale des loyers sans rappel et droit au logement pour les chômeurs et leur famille.

Assurance chômage. Abrogation du décret concernant le demi-salaire.

Suppression du plafond de l'allocation familiale et relèvement de l'indemnité en rapport avec la hausse du coût de la vie.

Assistance médicale gratuite pour l'ensemble des chômeurs et de leur famille.

Inscription au chômage et allocation égale à celle des adultes.

Apprentissage aux frais des employeurs sous le contrôle des délégués syndicaux.

Prolongation obligatoire de la scolarité avec bourses d'études.

Suppression du décret sur la militarisation de la jeunesse par la préparation militaire obligatoire.

Suppression des deux ans de service militaire.

Suppression des camps de travail forcé.

Pour l'obtention de ces revendications premier point de la lutte des chômeurs contre la bourgeoisie capitaliste, nous préconisons :

L'occupation en masse des mairies ; Les marches de la faim ; Les manifestations de rues.

Car, pour arracher nos revendications, une seule méthode : l'action directe.

Mais le mouvement des chômeurs ne peut se séparer de l'ensemble du mouvement revendicatif de la classe ouvrière et paysanne. Outre leurs organisations propres, les chômeurs doivent s'organiser dans le syndicat de leur profession et continuer à y militer activement.

Les efforts des chômeurs doivent être soutenus par les ouvriers encore occupés, comme les luttes des travailleurs doivent être soutenues par les chômeurs.

Pour le travail et le pain... Contre la bourgeoisie capitaliste, pour le socialisme.

Tous avec le parti ouvrier internationaliste sous l'étendard de la IV^e Internationale.

C. KRAMER.

Chez les Communistes de Marseille

Le P.P.F. vient de sortir un journal ronéotypé pour les journalistes municipaux « L'émancipé » à qui sent l'émancipation nationale à plein nez. La critique démagogique pour si juste qu'elle puisse paraître n'en est pas moins à dégoûter énergiquement, car quand M. Sahiani fut au pouvoir, il ne fit rien pour les journalistes et ses titularisations de dernière ne furent qu'une tromperie pour 800 malheureux qui un mois après l'arrivée de la majorité socialiste furent jetés sur le pavé.

Mais la question est d'une importance beaucoup plus grande et la démagogie fasciste du P.P.F. ne fait que démontrer la nécessité de nous débarrasser par la lutte des gangsters du Daliano-dortoisisme.

Or il y a un problème et nous forçons bien notre syndicat général des municipaux à s'en occuper, car l'avenir même de notre corporation est en jeu et s'il suffit aux réformistes de diviser pour régner, nous bolcheviks leninistes, nous sommes pour l'union de tout le personnel dans un but d'amélioration totale de nos salaires et de nos droits. Nous disons donc à Corréa, Daquila, Eycheune, Sadenei et consorts, que nous sommes contre :

1^o La mauvaise application de l'échelle mobile qui favorise que les gros salaires qui auront bientôt doublé au dépend des petits traitements et des journalistes qui ne touchent rien des barreaux même maigres et bas de l'échelle.

2^o Le recrutement intensif des journalistes depuis quelques mois portant le nombre de ceux-ci bien supérieur à celui des titulaires et qui tendrait, s'il continuait, à faire la disparition de ces derniers dans un but que l'on conçoit facilement : à profiter du chômage pour se faire des amis municipaux et avoir aussi de la main-d'œuvre à bon marché.

Nous sommes donc pour une échelle par points progressifs suivant l'indice du coût de la vie et sans tenir compte du traitement de base.

Pour un salaire égal à travail égal avec les titulaires en faveur des journalistes et leur titularisation dans les 6 mois dans le cadre du statut.

Pour la lutte sans arrêt contre le favoritisme constant et pour un statut national réel avec parité avec les fonctionnaires de l'Etat.

La cellule B.L. des municipaux.

LA VIE DU PARTI

Le Congrès régional de fusion avec la J.S.R.

Dimanche 9 s'est tenue une conférence de la région parisienne des J.S.R. à laquelle participaient un certain nombre de camarades qui ont quitté les J.S. après les exclusions par le C.N.M. des dirigeants des J.S. de la Seine et qui adhèrent à la J.S.R.

Le camarade Tessier souligna dans son rapport l'importance de ce fait et la place qu'il occupe dans la Construction de l'organisation révolutionnaire de masse de la jeunesse laborieuse.

L'essentiel de la discussion porta sur la tactique suivie par le Comité Central des J.S.R. Cependant les camarades furent unanimes pour marquer l'importance de l'adhésion d'un courant de camarades qui ont suivi la Gauche Révolutionnaire, la plateforme de la IV^e Internationale. Afin de clarifier pour les nouveaux les problèmes d'organisation, une conférence fut faite par le camarade Clain sur le « centralisme démocratique ».

Pour consacrer cette adhésion deux camarades venant des J.S. furent comptés au Comité Régional. Ainsi est indiquée la voie à tous les courants de Jeunes Révolutionnaires ; l'unité, la fusion avec la J.S.R. !

Avant le Congrès national du Parti socialiste

Quelle voie doivent prendre les Révolutionnaires dans le parti Socialiste

La parution de la « Jeune Garde » pouvait signifier un pas extrêmement important dans la voie du rassemblement des militants révolutionnaires dans le P.S. Elle pouvait signifier le début, certes tardif, d'une campagne pour le parti révolutionnaire. Mais une fois de plus, éclate la vérité de ce que nous avons dit : c'est seulement sous le drapeau de la IV^e Internationale selon ses principes et sa tactique que cette lutte peut être menée.

Les dirigeants de la Fédération des J.S. autonome ont passé par une série d'étapes intermédiaires : tout d'abord ils pensaient que le problème serait résolu au travers de la lutte démocratique pour le Congrès de Marseille. Puis au lendemain de l'exclusion définitive par le Conseil National après la capitulation de Pivert, ils pensèrent que « l'occasion était faite », s'étant joint à Blum pour les sortir, ils mirent en avant la nécessité de recommencer, d'attendre une nouvelle occasion. Pour attendre, ils voulaient former une organisation d'éducation comme si les jeunes révolutionnaires pouvaient s'éduquer autrement que dans la lutte.

Mais les jeunes ouvriers révolutionnaires n'ont pas voulu capituler devant Blum, ne pouvant accepter de se réduire au rôle de dissenteurs en chambre. Ce sont eux qui ont exigé la parution de la « Jeune Garde », c'est-à-dire l'orientation dans la voie d'une nouvelle organisation révolutionnaire. Mais ce n'est qu'à regret que Watz et ses amis ont accepté cette orientation. Aussi cette lutte n'est-elle menée qu'avec mollesse : même pour créer un parti centriste, il faut mener une politique éternelle si bien que le problème se pose éternel : ou la lutte pour la IV^e Internationale ou la capitulation.

Dans le numéro de Révolution du 15 mai, nos camarades des J.S.R. font une rapide critique de la position des J.S. autonomes. Nous n'examinerons ici que leur position vis-à-vis de la gauche du Parti socialiste et du nouveau parti. La perspective de clivage n'est mise en avant que par les termes les plus voilés, en tout cas, pas comme le problème central de l'heure actuelle, mais comme un événement lointain qu'on peut voir venir tranquillement. On peut espérer que les militants de la Gauche seront aux côtés de la Fédération Autonome.

En tout cas, l'attitude de Pivert ne permet pas qu'on s'attache à ce peu reluisant personnage. Aussi, la Jeune Garde ne peut-elle pas placer grand espoir en lui. Mais qu'on nous permette de poser un certain nombre de questions :

« Qui ou non, la G. R. s'est-elle réunie vendredi dernier et toutes ses tendances participèrent-elles à cette réunion ? »

« Quelle est la perspective de la Gauche de la Gauche (Collinet-Beaupaire-Weitz) ? »

« Quelle est leur position en face de l'unité organique ? S'ils s'orientent dans la voie d'un P.O.U.M. français, quelle campagne politique font-ils dans ce sens ? Quelle action pratique ont-ils engagée pour rassembler les militants ? Nous craignons fort que ces questions restent sans réponse, parce que ni les uns, ni les autres n'ont de perspectives précises. Aux militants révolutionnaires sincères qui espèrent en les suivant en finir avec la social-démocratie et les capitulations, nous disons : il n'y a pas d'autre voie que celle de la IV^e Internationale ; édifiez ensemble, ainsi que vous y invite notre Lutte ouverte pour l'Unité Révolutionnaire, paru dans le dernier numéro de La Lutte, le parti de masse de la IV^e Internationale en France. H. M.

Plus que jamais Soutenez !

L'explication que nous avons donnée aux camarades la semaine dernière a eu un profond écho.

Chacun de nos amis sent la nécessité d'agrandir le format du journal, d'améliorer sa présentation et assurer définitivement sa parution.

POUR LA PREMIERE FOIS DEPUIS LA PARUTION DE « LA LUTTE » NOUS AVONS REÇU A NOTRE SOUSCRIPTION LA SOMME DE :

721 francs
Il faut que l'effort se poursuive régulier et méthodique. Nous sommes dans la bonne voie, continuons ! Chaque semaine, chaque camarade doit souscrire, trouver un nouvel abonné, et un nouveau souscripteur. Tel est le premier devoir de l'heure.
Pour les 10.000 francs
Total des listes précédentes 7.660.50
Gérard 50. »
Des militants du Lycée Condorcet 10. »
Un docteur sympathisant trotskyste 10. »
Un militant du 12 20. »
Phalange 19 ^e cellule 50. »
Phalange 19 ^e cellule 65. »
Phalange 11 ^e cellule 18.50
Phalange 14 ^e cellule 47. »
Phalange 20 ^e cellule 5. »
Phalange 10 ^e cellule 100. »
Phalange cellule de Seceaux 29. »
Sab (15 ^e cellule) 100. »
Hélène H. du 14 ^e 5. »
Marthe, du 13 ^e 75. »
Maurice, du 13 ^e 50. »
Un soldat du 37 ^e 5. »
From Tripett (Chicago) 55. »
D. 100. »
A. B. 26.50
TOTAL GENERAL : 8.381.50

600 PERSONNES ASSISTENT A NOTRE SOIREE CINEMATOGRAFIQUE POUR LA « LUTTE OUVRIERE »

Préparée rapidement, notre soirée au profit du Journal a connu un beau succès. Lecteurs et amis se présentaient au nombre de 600, Salle Sussel.

Nos jeunes amis des Pionniers Rouges chantèrent plusieurs chansons combattives et entraînant. Puis fut projeté le film sonétiste Le Train Mongol, qui relate un épisode de la révolution armée des ouvriers chinois contre les militaristes et impérialistes. Quelle leçon pour les amateurs de Front Populaire !

Pendant l'entracte, le camarade Naville nous a brièvement le rôle et l'importance de la Lutte Ouvrière, en appela à son soutien. Puis, après un nouveau chœur des Pionniers Rouges, fut projeté le célèbre film d'Eisenstein Octobre (Dix jours qui ébranlèrent le monde). Quelle leçon prodigieuse ! Le film grandiose retrace la lutte des bolcheviks contre Kerensky, et l'insurrection victorieuse. Chaque mètre est une gifle pour les falsificateurs Staliniens. La bande montra à plusieurs reprises Trotsky, ainsi que Lénine et les chefs mencheviks. Les calomnies sur les « agents de l'Allemagne » y sont fouaillés. On voit les ouvriers bolcheviks, petits minorités, bafoués, frappés, mitraillés... ou, grande leçon pour tous les camarades du P.O.I. !

« Révolution ». Note. — En raison des fêtes, « Révolution » ne paraîtra que pour le Vendredi 21 Mai.

Les travailleurs Lorientais contre le fascisme

Lorient le 3 mai. — Une véritable provocation, après le défilé des 15.000 travailleurs lorientais fut déclenchée par les fascistes d'Action Française qui ont tenté de vendre leur torchon.

Les ouvriers aussitôt alertés leur ont démontré qu'ils n'étaient pas mûrs pour subir la dictature des camelots du Roy. Tous unis, socialistes, communistes, trotskistes, opposèrent un barrage aux fascistes. Leurs journaux furent déchirés et les disciples de Mauras prirent une correction méritée.

Dans la manifestation du 1^{er} mai, le P.O.I. et les J.S.R. de Lorient étaient présents ainsi que lors de la bagarre avec les fascistes. La presse bourgeoise de la région hurle contre la réaction prolétarienne.

« LE NOUVELLISTE » de Lorient déclare que « Les Trotskistes et les Travailleurs communistes arrachèrent les journaux aux A.F. et frappèrent les Camelots du Roy ».

Les Travailleurs de Lorient sont décidés à recommencer. Le 23 juin 1934, le Colonel de la Roche s'était déjà aperçu qu'il fallait compter avec eux. Pour la cellule du P.O.I. de Lorient, MIROL.

« Cercle Marx-Lénine » CAFE DUCLOT
Angle rue Legendre et avenue de Saint-Ouen
Mardi 18 Mai, à 21 h.
CONFERENCE PUBLIQUE
Contrôle Ouvrier
Nationalisations
par Jean ROUS.
Après la conférence discussion.

Pour abattre Franco, il faut préparer la victoire contre la direction du Front Populaire

(Suite de la page 1)

Devant ce magnifique élan des ouvriers de Catalogne, on ne peut s'empêcher de souligner, tout en manifestant la plus fraternelle solidarité avec les combattants du P.O.U.M. et de la F.A.I., qu'une véritable direction révolutionnaire marxiste n'est pas manquée en engageant l'action décisive au moment choisi, d'en faire surgir la victoire. On ne peut s'empêcher de rappeler, car dans cet enseignement est la source d'un redressement léniniste pour la victoire future, que les coalitions avec la bourgeoisie et les stalinistes de la C.N.T. et du P.O.U.M. ont préparé les premières mesures sur lesquelles s'est appuyée la contre-révolution. Par la suite la C.N.T. s'est enfoncé plus avant dans la collaboration et la direction du P.O.U.M., refoulé dans l'opposition, n'a pas voulu faire l'autocritique de sa politique funeste. La lutte armée s'est poursuivie dans les rues de Barcelone entre les représentants de la contre-révolution (policiers catalans, policiers de Valence, membres du P.S.U.S. stalinistes, et de la gauche catalane) et les militants de la C.N.T., F.A.I., du P.O.U.M., des groupes de contrôle, que l'on voulait désarmer et éradiquer pour mieux rétablir l'ordre capitaliste d'avant le 19 juillet.

Le sens de l'opération contre-révolutionnaire, il est des journaux de front populaire comme l'Œuvre qui ont eu le cynisme de le dévoiler. Il s'agit selon eux « d'écraser l'anarchie » qui risque « d'empêcher pendant de longs mois encore toute conciliation ». Cela veut dire : l'impérialisme franco-anglais, avec Staline, avec Caballero, veut imposer la conciliation avec Franco, en matant la révolution socialiste. C'est contre cette menace directe pour la vie et la liberté du peuple travailleur d'Espagne que se sont dressés héroïquement, une fois de plus, les ouvriers catalans. Par là même, ils signifient aux canailles du stalinisme qui les accusent d'être les agents de Franco Hitler : « C'est vous qui préparez le compromis avec Franco. C'est vous qui, à la façon des « républicains » anti-communards, voulez nous imposer la dictature de quelque général républicain qui ne manquera pas de nous ramener un autre Franco ! » Ainsi se pose la question. C'est pourquoi tout ouvrier ayant le sens de sa classe doit être sans restriction aux côtés des travailleurs de la C.N.T., de la F.A.I., du P.O.U.M. et repousser du pied les calomnies des Noskes de 1937 de l'Internationale staliniste. A la minute même on ne peut encore dire quel est le rapport de forces exact dans la lutte et ses résultats. L'Humanité se glorifie du retour au calme à Barcelone (l'ordre règne à Varsovie, c'est la formule de sa politique !). Le général Pozas a été imposé par Valence, avec les troupes contre-révolutionnaires. « Selon une décision du gouvernement de la République espagnole, dit l'Humanité, on procédera au désarmement total des populations de la frontière ». De même le gouvernement va déposer les ouvriers de tout contrôle sur les frontières, les routes, les ports, au profit de la bureaucratie. C'est bien l'évolution accélérée vers le bonapartisme.

On annonce l'arrestation de 200 militants du P.O.U.M. et de la F.A.I. Les militants anarchistes Berneri, Ascaso, Bravo sont tombés dans la bataille, ainsi que des centaines d'ouvriers révolutionnaires. En revanche, les canailles contre-révolutionnaires Aguardé, délégué à l'intérieur, Salas, commissaire à l'ordre public, ont été balayés, remplacés par l'ordre de Valence, c'est-à-dire de Londres, Moscou et Paris.

Quelle est la politique de la direction C.N.T.-F.A.I. ! Autant qu'on peut

Mantes

Une puissante démonstration ouvrière le premier mai a parcouru les rues de Mantes-la-Ville. Signalons en tête de la délégation — fort nombreuse — de la Papeterie Zig-Zag, le premier mai, une pancarte : « Contrôle de l'embauche par les délégués ouvriers ».

Bravo la papeterie.

La cellule de Mantes-Gassicourt.

Notre rayon qui a tenu dernièrement deux réunions à Dennoemont, réunions qui ont obtenues un assez grand succès, est actuellement en pleine activité.

Vendredi dernier, le Parti Socialiste a organisé une réunion Mantes-Gassicourt. Métyer parlait au nom du P.S. Notre camarade Craipeau y a porté la contradiction. Il a été écouté très sérieusement par un auditoire d'ouvriers. Nous avons pu constater que nous avions dans la salle de nombreux sympathisants.

Métyer n'a pu répondre que par des calomnies et n'a été applaudi que par des fanatiques.

A la sortie, la Lutte Ouvrière que nous avons distribuée, a été bien accueillie par les ouvriers.

Tous les numéros de La Lutte ont été vendus et nous avons dû en recommander 40.

Nous lançons un défi, pour la vente, au meilleur rayon de la région parisienne.

le comprendre, la conciliation, le compromis gouvernemental avec la contre-révolution. Celle du POUM ? le front révolutionnaire, la création des « comités de défense de la révolution » dit la Batalla. Le journal du P.O.U.M. de Lérida, quelques jours avant les événements, disait : « Il faut mettre fin à l'agitation incontrôlée et de suicide à laquelle se livrent les deux organisations ouvrières qui sont au pouvoir. Au dessus des intérêts de parti ou de groupe existent ceux de la révolution » (Adelante, 30 avril). Des conseils de sagesse ?

Mais il est pourtant mille fois clair que ni la politique de compromis avec les nouveaux Gallifet de Valence et de Barcelone, ni l'équivoque centriste ne peuvent donner la victoire, cette victoire que la magnifique résistance des ouvriers catalans permettrait d'augurer à une étape prochaine, si se forme une direction révolutionnaire avec une politique intransigeante, un plan de combat implacable, une tactique léniniste. C'est à cette tâche capitale, dont dépend le triomphe ou la défaite des ouvriers, que travaillent la poignée héroïque des militants de la IV^e internationale en Espagne (Journal de La Voz Léninista, côte à côte avec les combattants de la C.N.T. et du P.O.U.M. Solidarité complète et sans réserves, critique marxiste pour aider à l'orientation juste de la lutte, tel est le devoir. Mobiliser par une offensive implacable les travailleurs dans les comités d'usines, de village, dans l'armée, contre la bourgeoisie républicaine et leur agence réformiste-staliniste. Opposer les comités à l'Etat républicain. Mener parallèlement la lutte armée contre Franco. Engager l'offensive au front d'Aragon. Gagner les masses. Renverser, le moment venu, les gouvernements des Gallifet satalans et espagnols. Telle est la politique d'une sérieuse direction.

Le prolétariat international doit apporter l'appui décisif en multipliant les actions effectives de solidarité sur le terrain de classe. Cela signifie défendre partout et exalter l'action héroïque des ouvriers du P.O.U.M., de la C.N.T., de la F.A.I. Mener l'offensive contre la bourgeoisie pour briser le blocus par l'action de masse : manifestations de rues, grèves de masses ! La révolution espagnole peut et doit être sauvée par les ouvriers du monde contre la coalition de fait des fascistes et des impérialismes « Front populaire ».

P.-S. — Il se confirme qu'une escadre militaire française dans le port de Barcelone et des troupes françaises à la frontière auraient été postées, prêtes à l'opération de soutien de la contre-révolution. Les travailleurs en uniforme n'accepteront pas de lutter contre leurs frères catalans et comme les marins de la mer Noire, ils fraterniseront avec les ouvriers catalans !

létaires espagnols est une défaite du prolétariat mondial, leur victoire est une victoire de la révolution mondiale. C'est pourquoi la lutte des travailleurs en Espagne est votre lutte. Aucun ouvrier conscient ne peut poignarder les soldats démentés de la Gestapo défendant une politique véritablement révolutionnaire et internationale.

Les nazis lient des armes aux fascistes espagnols !

Empêchez le transport de munitions pour la contre-révolution espagnole !

Travailleurs du port !

Camarades de classe !

Les gouvernements fascistes d'Allemagne et de Pologne se sont hypocritement déclarés de la neutralité dans la guerre civile espagnole. En réalité, ils fournissent sans cesse des armes aux fascistes espagnols.

Le 17 septembre, le vapeur Sylvia a été chargé d'armes pour l'Espagne au quai des munitions. Quoique les marchandises aient été déclarées de provenance polonaise, les ouvriers ont constaté que les caisses portaient le nom de Krupp. Il s'agit donc d'armes et de munitions allemandes destinées aux contre-révolutionnaires espagnols. De nouveaux chargements furent effectués le 15 octobre, les 22 et 24 octobre et à nouveau ces derniers jours.

C'est avec ces armes et ces munitions que l'on veut abattre les travailleurs espagnols. Le fascisme international déploie une fiévreuse activité pour noyer dans le sang la révolution espagnole. Sous le couvert de la neutralité les fascistes espagnols sont soutenus par tous les pays capitalistes. Mais aucun gouvernement bourgeois ne vient en aide aux travailleurs espagnols dans leur lutte héroïque pour la liberté. Seule la solidarité internationale du prolétariat peut les sauver.

Travailleurs du port !

Soyez solidaires de vos camarades de classe espagnols. La défaite des pro-

La victoire est-elle possible ?

La responsabilité pour cette situation retombe entièrement sur les stalinistes, les socialistes et les anarchistes, plus exactement sur leurs chefs qui, à l'exemple des Kerenski, Tséretelli, Scheidemann, Ebert, Otto Bauer, etc., ont subordonné la révolution populaire aux intérêts de la bourgeoisie.

Cela signifie-t-il que, avec le maintien de la politique actuelle, la victoire militaire de Caballero sur Franco soit impossible ? On ne peut faire par avance le compte des ressources et des possibilités matérielles et morales des camps en lutte. Seule la marche même de la lutte vérifiera quel est le véritable rapport des forces. Mais ce qui nous intéresse ce n'est pas la victoire militaire en elle-même, mais la victoire de la révolution, c'est-à-dire la victoire d'une classe sur l'autre. Il faut aider de toutes ses forces les troupes républicaines ; mais la victoire de l'armée de Caballero sur l'armée de Franco ne signifie encore nullement la victoire de la révolution.

« Que la révolution avez-vous en vue, nous objectent les philistins du front populaire : la révolution démocratique ou la révolution socialiste ? La victoire de l'armée de Caballero sur l'armée de Franco signifierait la victoire du progrès sur la réaction. »

On ne peut entendre ces arguments sans un sourire amer. Jusqu'en 1934, nous nous sommes efforcés plus d'une fois d'expliquer aux stalinistes que même à l'époque de l'impérialisme la démocratie conserve un avantage sur le fascisme ; que dans tous les cas où ils se heurtent hostilement l'un à l'autre, le prolétariat révolutionnaire est tenu de soutenir la démocratie contre le fascisme.

Cependant, nous avons toujours ajouté : nous pouvons et devons défendre la démocratie bourgeoise non par les méthodes de la démocratie bourgeoise, mais par les méthodes de la lutte des classes, méthodes qui préparent le remplacement de la démocratie bourgeoise par la dictature du prolétariat. Cela signifie, en particulier, que dans le processus de la défense de la démocratie bourgeoise, y compris les armes à la main, le parti du prolétariat ne prend pas sur lui de responsabilité pour la démocratie bourgeoise, n'entre pas dans son gouvernement, mais conserve pour soi la pleine liberté de critique et d'action à l'égard de tous les partis du front populaire, préparant ainsi le renversement de la démocratie bourgeoise à l'étape suivante.

Tout le autre politique est une tentative féline et sans espoir de cimenter la démocratie bourgeoise, qui est inévitablement vouée à l'effondrement, quelle que soit l'issue militaire immédiate de la guerre civile.

« Mais vous ignorez la paysannerie », s'écrie quelque imbécile qui a lu les misérables compilations du Comintern des années 1923 à 1929. Ceux qui nous accusent le plus volontiers d'ignorer la paysannerie, ce sont les messieurs qui trahissent les intérêts révolutionnaires de la paysannerie au nom du front unique avec les propriétaires fonciers. La paysannerie espagnole a suffisamment montré qu'elle s'efforce ardemment de marcher côte à côte avec le prolétariat. Il faut seulement que le prolétariat passe pratiquement à l'expropriation des propriétaires fonciers

Mais ce sont précisément les stalinistes et leurs nouveaux élèves, les « socialistes » et les « anarchistes » (?), qui empêchent le prolétariat de lancer un programme agraire révolutionnaire.

Le gouvernement de Staline-Caballero tend de toutes ses forces à donner à son armée le caractère d'une garde démocratique de défense de la propriété privée. C'est à cela que se réduit au fond le Front populaire. Tout le reste, ce sont des phrases. C'est précisément pourquoi le Front populaire prépare le triomphe du fascisme, qui n'a pas compris cela est sourd et aveugle.

La victoire militaire de la garde démocratique du capital sur sa garde fasciste est-elle possible ? Sans doute. Mais comme à l'époque présente la garde fasciste répond beaucoup mieux aux besoins du capital, la victoire militaire de Staline-Caballero ne peut être ni stable ni durable. Sans révolution prolétarienne la victoire de la démocratie signifierait seulement un chemin détourné pour aller au même fascisme.

Andrés Nin reconnaît qu'en résultat de l'héroïque lutte du prolétariat espagnol « la révolution a été rejetée en arrière ». Nin oublie d'ajouter : avec la coopération directe de la direction du P.O.U.M. qui, sous le couvert de la « critique », s'est adapté aux socialistes et aux stalinistes, c'est-à-dire à la bourgeoisie au lieu d'opposer à toutes les étapes son parti à tous les autres partis et de préparer ainsi la victoire du prolétariat. Nous avons prêté à Nin, au début même de la révolution espagnole, il y a six ans, les conséquences de cette politique funeste d'hésitation et d'adaptation. Nous conseillons à chaque ouvrier qui réfléchit de retirer attentivement notre potémkin que Nin dans des centaines de lettres et d'articles. Les hésitations d'aujourd'hui de Nin découlent entièrement de ses hésitations d'hier.

Nin dit : « A partir du moment où on nous a chassés du gouvernement catalan, la réaction s'est renforcée ». En réalité, il faudrait dire : « Notre participation au gouvernement catalan facilita à la bourgeoisie la possibilité de se renforcer, de nous chasser et d'entrer ouvertement dans la voie de la réaction ». Au fond le P.O.U.M. se trouve encore maintenant à moitié dans le Front populaire. Les chefs du P.O.U.M. exhortent plaintivement le gouvernement d'entrer dans la voie de la révolution socialiste. Les chefs du P.O.U.M. engagent respectueusement les chefs de la C.N.T. à comprendre, enfin, l'enseignement marxiste sur l'Etat. Les chefs du P.O.U.M. se considèrent les conseillers « révolutionnaires » près des chefs du Front populaire. Cette position est stérile et indigne de révolutionnaires. Il faut mobiliser ouvertement et hardiment les masses contre le gouvernement de Front populaire. Il faut dévoiler devant « les ouvriers syndicalistes et anarchistes la trahison des messieurs qui se donnent le nom d'anarchistes, mais s'abèrent en fait de simples libéraux. Il faut justifier impitoyablement le stalinisme comme la pire agence de la bourgeoisie. Il faut se sentir les chefs de la masse révolutionnaire et non pas des conseillers près du gouvernement bourgeois.

La victoire purement militaire de l'armée démocratique du régime bourgeois (Staline-Caballero) est bien entendu possible. Mais quels seront ses résultats immédiats ?

Les violences actuelles contre les organisations ouvrières, au nom de la « discipline » et de l'unité de l'armée, ne représentent rien d'autre que l'école du bonapartisme. Il s'agit non pas de la discipline interne de l'armée du prolétariat, mais de la soumission militaire du prolétariat à la bourgeoisie. La victoire militaire élèvera excessivement l'assurance en soi des cercles dirigeants de l'armée « républicaine » et les imprénera définitivement de tendances bonapartistes.

D'un autre côté, la victoire militaire, payée du sang des ouvriers, élèvera l'assurance en soi et la fermeté de l'avant-garde prolétarienne. En d'autres termes : la victoire de l'armée républicaine du capital sur l'armée fasciste signifiera nécessairement une explosion de guerre civile dans le camp républicain.

Dans cette nouvelle guerre civile, le prolétariat ne pourrait vaincre que si à sa tête se trouvait un parti révolutionnaire inflexible, qui ait réussi à conquérir la confiance de la majorité des ouvriers et des paysans semi-prolétaires. Mais si un tel parti n'apparaît pas à l'heure critique, la guerre civile à l'intérieur du camp républicain menace d'aboutir à la victoire d'un bonapartisme qui se distinguerait fort peu, par sa nature, de la dictature du général Franco. Voilà pourquoi la politique du Front populaire est un chemin détourné pour aller au même fascisme. CRUX.

Le 23 Avril 1937. (A suivre).

Cette étude importante dont nous publions la première partie était écrite avant les événements sanglants de Catalogne.

Les critiques des directions CUT, P OUM qu'il contient ne sauraient être interprétées, comme le moindre désaveu, d'héroïsme des militants anarchistes et du POUM, mais au contraire comme la volonté de les aider encore plus efficacement.

Le Gérant : AIACHE

IMPRIMERIE CERBONNET, 27, rue de la Folie-Bergault, PARIS-XI^e

Nos camarades de Dantzig contre le blocus

Nous avons pu nous procurer un exemplaire du tract que nos camarades de Dantzig distribuèrent dans le port. Nous avons parlé déjà du procès intenté à nos camarades. Le tract ci-dessous démontre clairement que les soldats démentés de la Gestapo défendent une politique véritablement révolutionnaire et internationale.

Les nazis lient des armes aux fascistes espagnols !

Empêchez le transport de munitions pour la contre-révolution espagnole !

Travailleurs du port !

Camarades de classe !

Les gouvernements fascistes d'Allemagne et de Pologne se sont hypocritement déclarés de la neutralité dans la guerre civile espagnole. En réalité, ils fournissent sans cesse des armes aux fascistes espagnols.

Le 17 septembre, le vapeur Sylvia a été chargé d'armes pour l'Espagne au quai des munitions. Quoique les marchandises aient été déclarées de provenance polonaise, les ouvriers ont constaté que les caisses portaient le nom de Krupp. Il s'agit donc d'armes et de munitions allemandes destinées aux contre-révolutionnaires espagnols. De nouveaux chargements furent effectués le 15 octobre, les 22 et 24 octobre et à nouveau ces derniers jours.

C'est avec ces armes et ces munitions que l'on veut abattre les travailleurs espagnols. Le fascisme international déploie une fiévreuse activité pour noyer dans le sang la révolution espagnole. Sous le couvert de la neutralité les fascistes espagnols sont soutenus par tous les pays capitalistes. Mais aucun gouvernement bourgeois ne vient en aide aux travailleurs espagnols dans leur lutte héroïque pour la liberté. Seule la solidarité internationale du prolétariat peut les sauver.

Travailleurs du port !

Soyez solidaires de vos camarades de classe espagnols. La défaite des pro-

létaires espagnols est une défaite du prolétariat mondial, leur victoire est une victoire de la révolution mondiale. C'est pourquoi la lutte des travailleurs en Espagne est votre lutte. Aucun ouvrier conscient ne peut poignarder les soldats démentés de la Gestapo défendant une politique véritablement révolutionnaire et internationale.

Les nazis lient des armes aux fascistes espagnols !

Empêchez le transport de munitions pour la contre-révolution espagnole !

Travailleurs du port !

Camarades de classe !

Les gouvernements fascistes d'Allemagne et de Pologne se sont hypocritement déclarés de la neutralité dans la guerre civile espagnole. En réalité, ils fournissent sans cesse des armes aux fascistes espagnols.

Le 17 septembre, le vapeur Sylvia a été chargé d'armes pour l'Espagne au quai des munitions. Quoique les marchandises aient été déclarées de provenance polonaise, les ouvriers ont constaté que les caisses portaient le nom de Krupp. Il s'agit donc d'armes et de munitions allemandes destinées aux contre-révolutionnaires espagnols. De nouveaux chargements furent effectués le 15 octobre, les 22 et 24 octobre et à nouveau ces derniers jours.

C'est avec ces armes et ces munitions que l'on veut abattre les travailleurs espagnols. Le fascisme international déploie une fiévreuse activité pour noyer dans le sang la révolution espagnole. Sous le couvert de la neutralité les fascistes espagnols sont soutenus par tous les pays capitalistes. Mais aucun gouvernement bourgeois ne vient en aide aux travailleurs espagnols dans leur lutte héroïque pour la liberté. Seule la solidarité internationale du prolétariat peut les sauver.

Travailleurs du port !
Soyez solidaires de vos camarades de classe espagnols. La défaite des pro-